
Éclairage sur le Sommet de Copenhague

(7 au 18 décembre 2009)

Introduction

Très attendu et largement médiatisé, le Sommet de Copenhague a occupé en grande partie l'actualité de la fin d'année 2009. Pourquoi ?

Depuis les années 1980 où les premières conclusions des scientifiques indiquaient un impact non négligeable de l'homme sur son Environnement, la lutte contre les émissions d'origine anthropiques a débuté.

Dans une première partie, nous présenterons le constat scientifique et le contexte du Sommet.

La seconde partie sera consacrée à une analyse sur l'avis du public, en s'appuyant sur des sondages, des questions climatiques, et de ce que représente un Sommet mondial sur le Climat comme celui de Copenhague.

Annoncé comme la réunion du siècle sur le Climat, ce Sommet s'est clôturé sur l'échec d'être parvenu à un accord juridiquement contraignant. Dans la dernière partie, nous apporterons un éclairage sur les raisons de cet échec.

1 - Le constat scientifique et le contexte du Sommet

L'impact de l'Homme sur son environnement n'est plus discuté, c'est un constat.

Les rejets de nos activités sont à l'origine de modifications de nos écosystèmes. Ces dérèglements qui ont débuté au début de la première révolution industrielle dans les années 1880 s'amplifient d'années en années, accentuant la pollution d'origine anthropique et ses impacts sur l'environnement.

Les plus importants déséquilibres sont :

- Une augmentation des gaz à effet de serre (dioxyde de carbone (CO₂), méthane (CH₄), vapeur d'eau (H₂O), ozone (O₃)...) d'années en années. Les rejets de méthane avec la croissance des zones humides et des activités agricoles ont augmenté, le dioxyde de carbone atmosphérique dont les rejets sont estimés à 13 tonnes par an par habitant, dans les pays industrialisés ont progressé de 29 % entre 1980 et 2008, passant d'une concentration de 280 ppm (*) avant la 1^{ère} ère industrielle, à 390 ppm en 2008 ⁽¹⁾. Enfin, la déforestation estimée à 13 millions d'hectares par an et qui représente 20% des émissions de gaz à effet de serre est également une source de carbone pour l'atmosphère non négligeable ⁽²⁾.
- Une augmentation de la température globale qui entraîne et entraînera des modifications régionales des climats et un accroissement de l'intensité des catastrophes naturelles (sécheresses, cyclones, moussons...).
- Une augmentation du niveau de l'eau.
Les meilleures prévisions donnent une élévation du niveau de la mer de 11 à 77 cm à la fin du 21^{ème} siècle ⁽³⁾.

Le GIEC (Groupe Intergouvernemental d'Experts pour le Climat) crée au sein de l'ONU en 1988 à la demande du G7, a pour mission de dresser à travers différents scénarios d'émissions anthropiques, un constat scientifique du changement climatique et de prédire les évolutions futures de ces modifications. C'est ce groupe intergouvernemental qui a servi et servira de base aux négociations politiques internationales lors des sommets sur le Climat.

Le Sommet de Copenhague qui s'est tenu du 7 au 18 décembre 2009 a fait suite au sommet de Kyoto de décembre 1997.

Ce dernier a donné naissance au protocole de Kyoto, traité international visant à la réduction des gaz à effet de serre, dans le cadre de la Convention Cadre des Nations Unies sur le changement climatique. Entré en vigueur en février 2005, il a été ratifié par 183 pays, à l'exception des Etats-Unis.

Les pays signataires dits « de l'annexe » (les pays développés ou en transition vers une économie de marché comme la Russie) ont accepté de réduire de – 5,5% leurs émissions de gaz à effet de serre sur la période 2008-2012 par rapport au niveau atteint en 1990. L'Union européenne a accepté une réduction de – 8% en répartissant la charge de cet objectif entre les quinze États membres. À l'horizon 2008-2012, la France a pour objectif de stabiliser ses émissions de gaz à effet de serre à leur niveau de 1990.

Les enjeux

Les enjeux de la conférence de Copenhague étaient de trouver une suite au protocole de Kyoto aux horizons 2020 et 2050.

Ils étaient à la fois climatiques et économiques.

Climatiques :

Viser la diminution des concentrations de gaz à effet de serre dans l'atmosphère afin de limiter à court et moyen terme l'augmentation du niveau de la mer et l'intensification des catastrophes naturelles.

Économiques :

- Instaurer des instruments de contrôles des émissions polluantes (quotas d'émission à polluer, taxe carbone...).
- Inciter à une reconversion de la production d'énergie en faveur des énergies propres qui sont faiblement émettrices de gaz à effet de serre.

Les objectifs

Pour répondre à ces enjeux, cinq objectifs climatiques et économiques, avaient été fixés en amont du Sommet de Copenhague :

1) Inscrire dans le texte final la volonté de l'ensemble des pays du monde à limiter une augmentation de la température au-delà de 2°C de température moyenne globale.

2) S'accorder sur une diminution des gaz à effet de serre de 50% d'ici à 2050 par rapport à 1990, et fixer un pourcentage de réduction à l'horizon 2020, de façon à infléchir la trajectoire des émissions des pays développés.

3) Fixer un montant d'aide aux pays en développement, autour de 10 milliards d'euros par an les 3 ou 4 premières années et jusqu'à 100 milliards d'euros par an par la suite.

4) Créer une organisation mondiale de l'Environnement qui aura pour mission principale de contrôler l'effectivité des actions prises par les différents États.

5) Obtenir un texte juridiquement contraignant et pas une simple déclaration politique.

2 – L'avant, le pendant : impact du sommet sur le public

Le Sommet de Copenhague a été très attendu et dans un contexte relativement optimiste, particulièrement du côté européen. Dans une interview accordée la veille de l'ouverture du Sommet, le 7 décembre 2009, le secrétaire général de l'ONU Ban Ki-moon affirmait : *« Je suis très optimiste pour Copenhague. Nous aurons un accord et je crois qu'il sera signé par tous les pays membres de l'ONU, ce qui serait historique »*.

Les événements antérieurs à l'ouverture du Sommet, largement médiatisés, ont été marqués par de nombreuses manifestations d'ONG et de militants écologistes, notamment dans les capitales européennes et l'annonce de la venue du président américain Barack Obama.

En France, le président de la république a effectué des déplacements au Brésil où Mr Lula, président du Brésil, et Nicolas Sarkozy ont proposé un texte visant à la protection du Climat. Il s'est ensuite déplacé à Trinidad et Tobago pour le sommet du Commonwealth où il a rencontré le premier ministre indien.

Avant l'ouverture du Sommet, deux sondages ont été réalisés par l'IFOP (Institut Français sur l'Opinion Public) du 25 novembre au 3 décembre 2009 dans cinq pays : Etats-Unis, France, Italie, Japon et Pologne et un autre de LH2 du 20 au 21 novembre 2009, par téléphone, sur un échantillon de 1002 personnes représentatif de la population française.

On se propose dans la suite de présenter et d'analyser les résultats de ces deux sondages qui reflètent l'état d'esprit de la population avant le Sommet, en comparant des comportements entre États et en France.

Ces sondages ne sont qu'une photographie d'avis d'ensembles d'individus dans le contexte du Sommet de Copenhague et ne représentent pas « une vérité absolue » sur les croyances ou convictions de tel ou tel pays, ou catégories de personnes.

1) Sondage réalisé par l'IFOP pour *Le Monde* du 25 novembre au 3 décembre dans cinq pays (Etats-Unis, France, Italie, Japon, Pologne) :

Première question : *« Êtes-vous prêt à modifier votre mode de vie et limiter votre consommation en faveur de l'Environnement ? »*

Les français répondent « oui » à 88%, contre 87% pour les polonais, 85% pour les italiens, 81% pour les japonais et 80% pour les américains.

Ainsi, en dépit des quelques disparités, l'impact de l'homme sur son environnement serait reconnu et appréhendé par les populations.

Seconde question : « Savez-vous ce qu'est le Sommet de Copenhague ? »

La réponse est affirmative pour 64% des français, contre 47% des polonais, 37% des japonais, 33% des italiens et seulement 29% des américains (Fig 1).

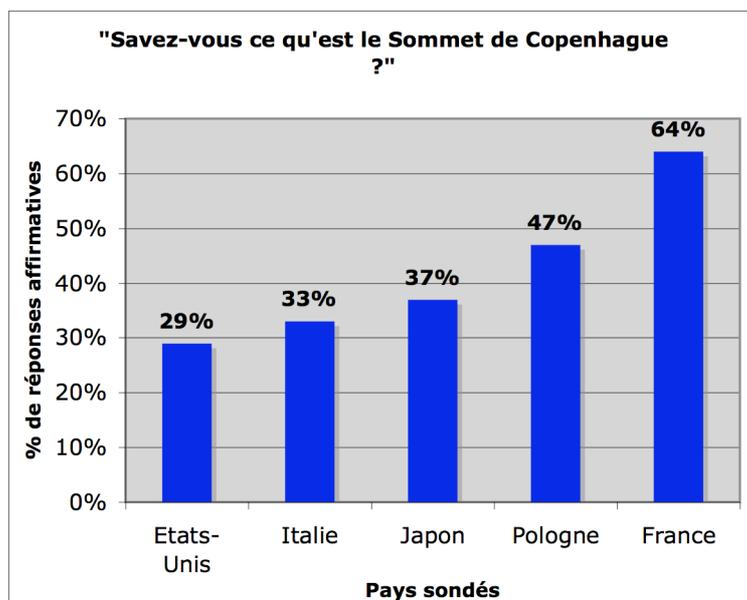


Fig 1. « Savez-vous ce qu'est le Sommet de Copenhague ? »

Ainsi si les populations des pays industrialisés d'accordent à dire que les activités humaines sont néfastes pour l'environnement (résultats de la première question), les efforts et les politiques mises en jeu semblent plus ou moins suivis par les populations selon les pays (résultats de la seconde question).

Les français semblent être les plus « écolo-sensibilisés », puisqu'une large majorité connaissait la tenue du Sommet de Copenhague. Plusieurs facteurs peuvent expliquer leur intérêt pour l'avenir de la planète. En effet, ils ont connu :

- Le Grenelle de l'environnement (lancement en juillet 2007), puis celui de la mer (lancement en février 2009)
- Le bon score d'Europe Ecologie aux élections européennes (juin 2009)
- Les débats sur la taxe carbone (de juillet 2009 à janvier 2010)
- Enfin, la mise en scène du Sommet de Copenhague par le ministre de l'Écologie, Jean-Louis Borloo, et le Président de la République, Nicolas Sarkozy (novembre et décembre 2009)

Le rôle des médias sur les questions climatiques est aussi prépondérant avec notamment les sorties de films tels que : *Une Vérité qui Dérange* (sortie en octobre 2006, réalisé par Davis Guggenheim avec Al Gore), *La 11^{ème} Heure – Le dernier virage* (sortie en janvier 2008, réalisé par Leila Connors Petersen avec Leonardo DiCaprio), *Home* (sortie en juin 2009, réalisé par Yann Arthus-Bertrand), *Le syndrome du Titanic* (sortie en octobre 2009, réalisé par Nicolas Hulot...

2) Sondage réalisé par l'Institut LH2 pour le *nouvelObs.com* les 20 et 21 novembre 2009 :

Question : « Êtes-vous très confiant, assez confiant, peu confiant ou pas du tout confiant en la capacité des dirigeants politiques à aboutir à un accord permettant de lutter efficacement contre le réchauffement climatique à l'issue du Sommet ? »

Seulement 32% des Français déclarent être « confiants » en la capacité des dirigeants politiques à aboutir à un accord à l'issue du Sommet de Copenhague dont 4% se disent très confiants. Inversement, 67% des français ne croient pas que le Sommet aboutira à un accord dont 20% ne sont « pas du tout confiants » (Fig 2).

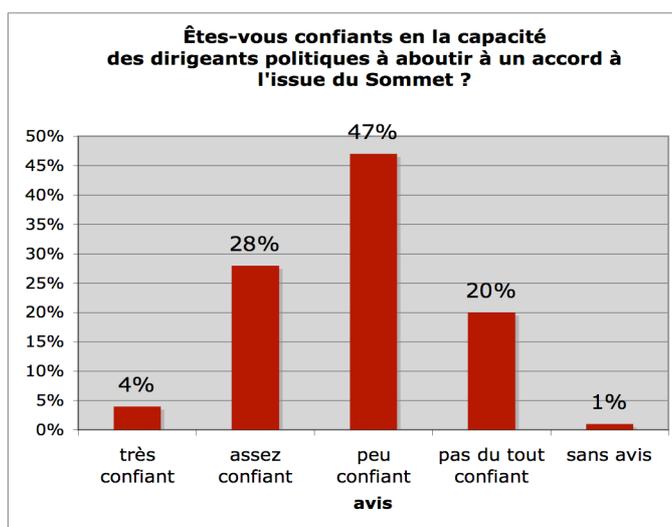


Fig 2. « Êtes-vous confiants en la capacité des dirigeants politiques à aboutir à un accord à l'issue du Sommet ? »

On note des différences :

- En comparant le niveau de diplôme :

21% des Bac +4 ou plus, contre 37% des personnes dont le diplôme est inférieur au Baccalauréat se déclarent confiants. Cette confiance s'érode donc avec le niveau de diplôme.

21% des cadres, 23% des professions intermédiaires, 34% des employés et 38% des ouvriers se déclarent confiants. Les catégories les plus sévères sont celles ayant une meilleure connaissance des enjeux et objectifs du Sommet.

- Suivant le sexe :

35% de femmes, contre 28% des hommes se déclarent confiants. Les femmes semblent plus optimistes quant à la réussite du Sommet.

- Suivant l'âge :

37% des 25-34 ans se déclarent confiants contre 25% des 35-49 ans.

- Dans les classes politiques :

La confiance des sympathisants des Verts est estimée à 31%, celle des sympathisants de gauche à 31%, celle de la droite à 43% dont 47% à l'UMP.

Ainsi, si les français sont de plus en plus sensibles aux problématiques climatiques, ils ne sont pas moins méfiants quant à la capacité des dirigeants à parvenir à la mise en place de mesures en faveur de l'Environnement.

Exemple d'application : la visio-conférence à l'ENSTA le 12 décembre 2009

À l'occasion du Sommet mondial sur le Climat de Copenhague, l'OIF (Organisation Internationale de la Francophonie) qui réunit des pays allant des plus riches aux plus pauvres de la planète, s'est fortement mobilisée au travers :

- D'ateliers thématiques,
- D'une concertation ministérielle en présence de Clément Duhaime, Administrateur de l'OIF, présidée par l'Honorable Jim Prentice, ministre canadien de l'Environnement,
- D'organisations de jeunes de plus de vingt pays qui ont pris part au dialogue avec les experts grâce à des visioconférences en direct de Copenhague, ainsi que l'élaboration et la mise en ligne d'une large documentation à l'attention des décideurs (dont des notes de décryptage des textes des négociations, un Guide du négociateur, un résumé sur les enjeux...)

T'Atmosphère, l'association « Environnement et développement durable » de l'École Nationale Supérieure de Techniques Avancées (ENSTA Paris Tech), a été retenue par l'OIF pour organiser une de ces visioconférence en direct de Copenhague, le samedi 12 décembre 2009.

L'événement du samedi 12 décembre 2009 s'est partagé en deux parties : une conférence en présence d'experts sur le changement climatique (Fig 3), suivie d'une visioconférence en direct de Copenhague avec pour interlocuteurs d'autres experts sur place.

Pour animer la conférence, nous sommes parvenus à regrouper 4 experts du Climat, économistes et scientifiques :

- Benoît LEGUET (directeur de recherche à la Mission Climat au sein de la Caisse des Dépôts et Consignations)
- Vincent VIGUIÉ (doctorant au CIRED, spécialiste de l'adaptation des villes au changement climatique)
- Thierry BRUNELLE (doctorant au CIRED, spécialiste des questions de l'usage des sols et de déforestation)
- Mathieu SAUJOT (doctorant à l'IDDRI, spécialiste des coûts de transition vers des villes plus sobres en carbone)

Après un bref rappel sur le contexte, les enjeux et les objectifs de la conférence, ils ont apporté pendant 1h30 des éclairages différents et complémentaires sur des thèmes que nous avons choisi au préalable : Aides accordées aux pays en développement, les poids des Etats-Unis et de la Chine dans les négociations, l'impact de la déforestation sur le Climat entre autres.



Fig 3. Conférence en présence des experts sur le Climat

À la suite d'une séance de questions - réponses entre le public et nos orateurs, nous nous sommes reliées au Bella Center de Copenhague, en direct. La communication a été difficile, particulièrement de leur côté, où la gestion des flux aux 4 coins du monde semblait mal optimisée.

Nous leur avons donc envoyé nos questions par mail, sans avoir malheureusement reçu de réponses à ce jour ! Plutôt que d'interagir avec eux, nous nous sommes malheureusement contentés d'assister au débat en tant que spectateurs et spectatrices durant cette visioconférence.

En collaboration avec l'association TAMosphère, mon rôle a été d'organiser cet événement qui s'est déroulé dans les locaux de l'école. Aidée d'une membre de l'association, j'étais chargée de la communication autour de la conférence. Mes actions principales se résument à :

- La rédaction d'articles publiés dans les lycées du XV^{ème} arrondissement parisien, sur le site de l'ENSTA (http://ensta.fr/Evenements_du_mois_de_decembre_2009/), dans la mairie du XV^{ème} (http://www.mairie15.paris.fr/mairie15/jsp/site/Portal.jsp?page_id=195)
- La réalisation d'une affiche (Fig 4)
- La rédaction d'un sondage



Fig 4. Affiche de l'événement

Afin d'enrichir mes premières conclusions de l'impact du Sommet sur la population et d'avoir l'opinion d'un public, même restreint, en tout cas sensibilisé, j'ai rédigé un questionnaire ludique à l'adresse de nos auditeurs présents à l'événement. Ils ont été 34 à répondre à ce questionnaire.

En annexe, sont joints les résultats sur graphes les plus significatifs au questionnaire, concernant les questions :

-
-
- Q1. : Avis sur l'avenir de la planète : Pessimiste (18,5%) – Partagé (78%) – Confiant (3,5%)
- Q2. : Le tri sélectif et vous : Jamais testé (4%) – Expérimenté (23%) – Pratiqué (73%)
- Q5. : Le changement climatique, selon vous : On en parle beaucoup mais on ne sait pas trop ce qu'il en est (13%) – L'un des sujets majeurs des cinquante prochaines années (87%) – Vous n'y croyez pas (0%)
- Q6. : Depuis l'ouverture du Sommet, à quel point suivez-vous les débats ? De très loin (21%) – Vous vous tenez informé (59%) – Avec attention (20%) – De très près (0%)
- Q7. : Concernant l'issue du Sommet, vous êtes : Pessimiste (2%) – Assez pessimiste (67%) – Assez optimiste (29%) – Optimiste (2%)
- Q11. : Ce débat a-t-il modifié votre point de vue sur le Sommet / le changement climatique ? Pas vraiment (11%) – Quelque peu (21%) – J'ai un autre regard (66%) – Complètement (2%)

Les grandes tendances décrites précédemment se retrouvent dans les réponses du questionnaire. L'auditoire considère que le dérèglement climatique est un sujet d'actualité conséquent puisqu'il estime pour 87% que ce sera l'un des sujets majeurs des cinquante prochaines années. Toutefois, il est prudent. En effet, il se dit pessimiste à 18,5% et partagé à 78% quant à l'avenir de la planète, et pessimiste à 67% quant à une issue positive du Sommet en faveur du Climat. J'ai cependant eu l'agréable surprise que 73% des sondés pratiqués le tri sélectif ! La volonté de lutter contre le réchauffement climatique est bien présente. Il reste à mettre en œuvre des politiques et des mesures pour y parvenir. Et le chantier est considérable.

3 – L'après : Éclairage sur les causes d'un échec

La conférence des Nations unies sur le Climat s'est clôturée dans la confusion, la colère de ceux qui y croyaient, de ceux qui avaient déjà avancés des promesses de réduction de gaz à effet de serre, et dans la déception de ne pas être parvenu à un texte juridiquement contraignant mais seulement à une simple déclaration politique.

Durant et suite au Sommet de Copenhague, j'ai écouté la radio, lu des articles de magazines, de journaux (voir la bibliographie), de blogs afin de regrouper les avis de personnalités politiques, de journalistes, d'industriels et d'écologistes sur les raisons de cet échec à avoir abouti à un accord.

Je propose ci-dessous un bref éclairage sur les causes de cet échec grâce à ces écrits et aux témoignages recueillis.

On peut distinguer trois causes d'échecs aux négociations :

- La première est liée au système économique qui gère la planète,
- La seconde aux politiques internes des États et notamment celle des États-Unis,
- La dernière est directement liée à l'incapacité des États à se mettre d'accord entre eux, à faire des compromis.

Le système économique mondial :

La marchandisation de la planète est l'un sinon le blocage majeur à la réussite d'une conférence comme celle de Copenhague, même si la conscience d'une crise globale de l'environnement perce maintenant les consciences les plus têtues.

Les classes dirigeantes ont réduit la question de l'avenir de l'humanité à un problème de gestion des ressources naturelles. Elles ont confié au marché la mise en œuvre et l'évaluation de cette gestion, celle d'un monde fondé sur l'échange d'intérêts marchands où le plus fort l'emporte. Il est ainsi impossible de parvenir à un accord politique mondial sur le devenir de l'humanité et de la planète.

En 2030, la Chine devrait être la première puissance mondiale suivie des Etats-Unis puis de l'Inde, devançant Japon et Allemagne. Ce classement ne vaut que si l'on se réfère au seul PIB, comme si le seul critère d'enrichissement était financier. Tant que les grands de ce monde n'intégreront pas d'autres critères de type social, éducatif ou de santé, l'environnement passera au deuxième plan.

Les politiques internes :

Chacun des 192 pays présent à la Conférence est venu avec son propre point de vue sur le changement climatique : certains bien préparés, d'autres sans conviction forte a priori, d'autres trop pauvres pour envisager un changement immédiat de leur économie, d'autres, à l'inverse, ne souhaitant pas affecter une croissance parfois à deux chiffres,...

On peut donc expliquer une certaine inhibition à l'engagement des chefs d'États des 192 pays présents à la Conférence avec des engagements nationaux si différents. Les exemples ne manquent pas :

- Le Conseil européen spécial des 30 et 31 octobre 2009, où les chefs d'État et de gouvernement ne sont pas parvenus à adopter une position commune en vue des négociations
- La Chine, qui n'a pas souhaité s'engager sur des chiffres de limitation d'émissions de ses gaz à effet de serre, ni d'aides aux pays en voie de développement, sans un engagement au moins équivalent des Etats-Unis
- Les Etats-Unis, qui ont adopté le même raisonnement
- Les Etats-Unis encore, où le Sénat américain n'avait pas approuvé la loi sur le Climat

Pour faire bonne figure, Chine et Etats-Unis ont ainsi multiplié les déclarations politiques. Ainsi, trois semaines avant l'ouverture du Sommet, les 16 et 17 novembre 2009, « les deux gros » se réunissaient pour annoncer leur souhait de s'engager dans la lutte contre le réchauffement climatique sans détailler les moyens d'y parvenir.

Le rapport de force entre Chine et Etats-Unis, les deux pays les plus pollueurs en terme d'émission de gaz à effet de serre (la Chine en totalité, les Etats-Unis en considérant les émissions par habitant), avait déjà débuté.

Il faut enfin noter que les Etats-Unis ont historiquement boudé tout traité international qui restreignait leur liberté et leurs intérêts.

Le mécanisme de l'ONU :

En dépit de réticences de certains États, un accord entre les 192 pays aurait pu naître si le mécanisme décisionnel de l'ONU n'était pas celui de l'unanimité.

Il suffisait donc qu'un seul pays s'oppose aux engagements discutés pour bloquer le processus. On comprend aisément qu'un accord avec 192 pays ayant des intérêts aussi divergents que contradictoires s'annonçait difficile.

Ainsi, à l'issue du sommet de Copenhague, Jean-Louis Borloo, le ministre du développement durable français, mettait directement en cause le fonctionnement de l'ONU: "*Je suis un peu déçu par Copenhague*", a-t-il déclaré sur RMC, incriminant "*ce système de l'ONU où le climat est tellement peu important, apparemment, qu'on décide tout à l'unanimité. Un système de consensus à 192 avec des gens qui ont des intérêts aussi discordants en tout état de cause, il va falloir réfléchir à cela et avoir des règles de fonctionnement différentes*", a-t-il dit, soulignant que "*l'ONU a été incapable de présenter le moindre document*".

Conclusion

Lutter contre le réchauffement climatique amplifié par nos activités humaines de production et consommations d'énergies déraisonnés est devenu depuis ces trente dernières années un problème global majeur. L'humanité le réalise de plus en plus. Les gens y sont sensibles et sont conscients que l'un de nos devoirs envers la Terre qui nous abrite est de la préserver. Cependant, le combat contre le réchauffement global n'est pas acquis. Lenteur des décisions, engagements inégaux, suprématie des plus gros... induisent des méfiances et doutes dans l'esprit de chacun quant à notre capacité à y parvenir.

Il faut contenir ces émissions, trouver des alternatives, mais comment ? C'était l'objet du Sommet sur le Climat de Copenhague. Malheureusement, celui-ci s'achève sur des sentiments de déception et frustration et sur un texte sous forme d'une annonce, d'un constat, non contraignant juridiquement.

Le système onusien où les décisions sont prises à l'unanimité est à remettre en cause. Mais ce mécanisme, qui n'est plus adapté à ce type de négociations, n'explique pas en totalité l'échec de Copenhague. En effet, comme le résume Christian Garin, Président d'Armateurs de France, dans *Le Monde* du 21 décembre 2009, tant que les intérêts économique et écologique ne convergeront pas, aucun engagement fort à l'échelle de la planète ne sera arrêté et suivi par tous.

(*) ppm signifie Partie Par Million. C'est une mesure de la concentration d'un gaz. Par exemple, 1 ppm de CO₂ est une molécule de CO₂ pour un million de molécules d'air.

Bibliographie

Sites internet

(1) : WMO (World Meteorological Organization)

(2) : *Greenzer*, Décembre 2009

(3) : University of East Anglia (U.K)

« Copenhague restera définitivement un échec », <http://climatcopenhague.blog.lemonde.fr/>, 02.02.2010

Articles de journaux

« Négociations serrées pour mieux répartir les efforts écologiques », *Le Monde diplomatique*, décembre 2009

« Dans la confusion, Copenhague s'achève sur un échec », *Le Monde*, 19.12.2009

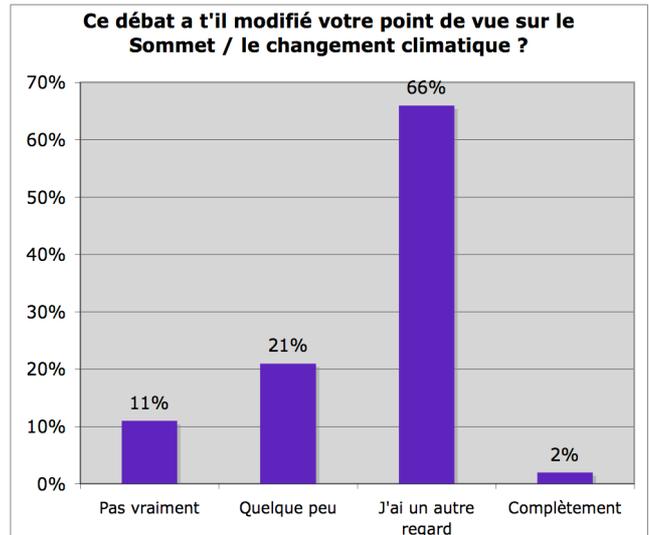
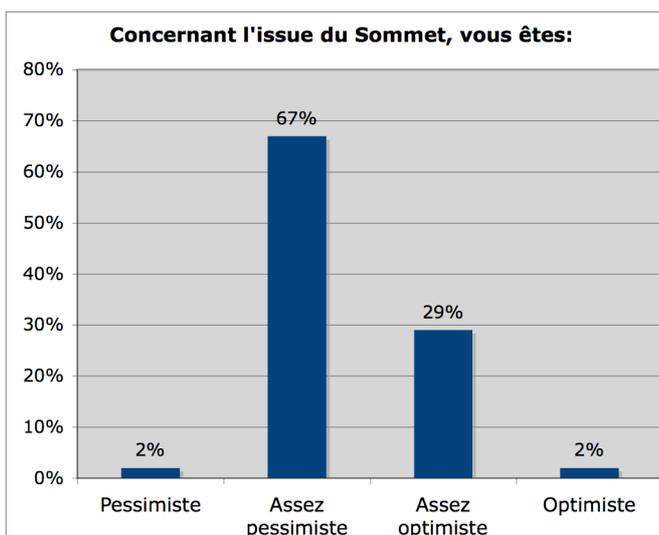
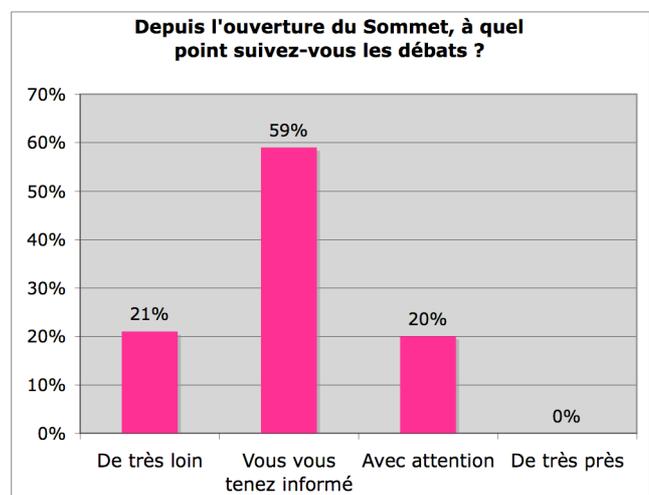
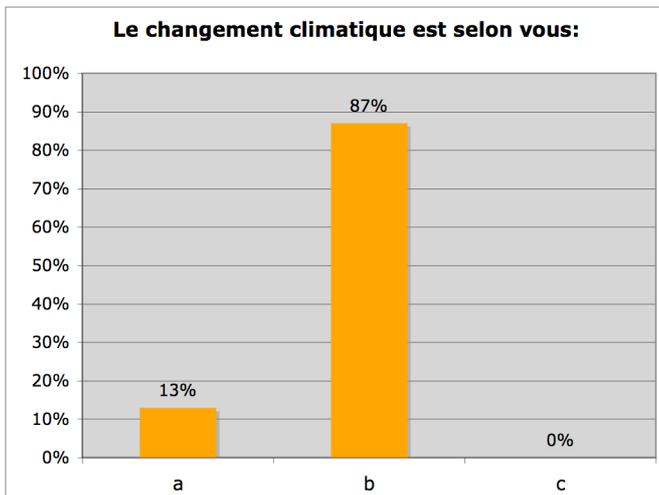
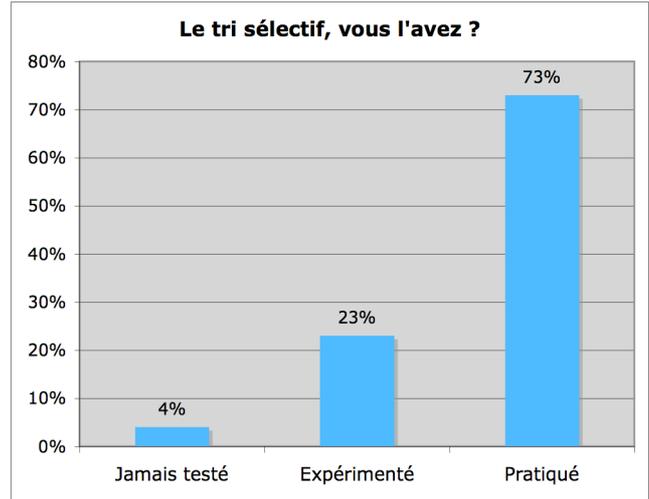
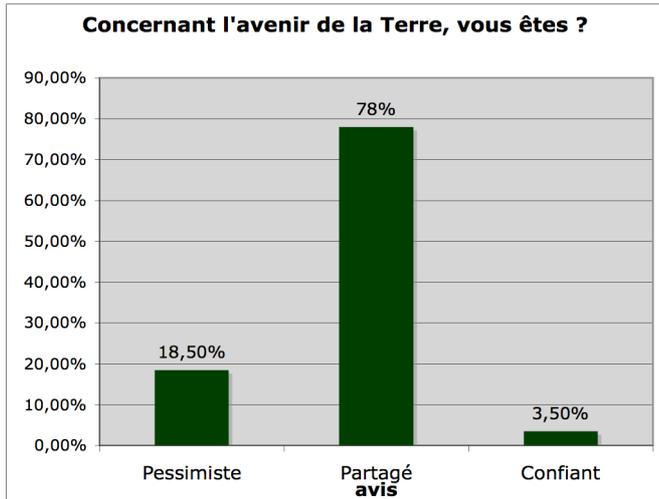
« La colère des floués de Copenhague », *FRANCE INFO*, 20.12.09

« Climat : chronique d'un échec annoncé », par Christian Garin, *Le Monde*, 21.12.2009

« À la recherche du bouc émissaire de Copenhague », *Le Monde* avec AFP, 21.12.2009

« L'année dernière à Copenhague », par Jean Pisani-Ferry, *Le Monde économique*, 11.01.2010

Annexe



a : On en parle beaucoup mais on ne sait pas trop ce qu'il en est scientifiquement

b : L'un des sujets majeurs des cinquante prochaines années

c : Vous n'y croyez pas